

Unité départementale de l'Oise  
Z.A. de la Vatine  
283, rue de Clermont  
60000 Beauvais

Beauvais, le 29/11/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/11/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DS SMITH PACKAGING NORD EST**

11 TE INDUSTRIELLE  
BP 1  
68320 Kunheim

Références : IC-R/0482/24-AC/MC  
Code AIOT : 0005101540

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2024 dans l'établissement DS SMITH PACKAGING NORD EST implanté BP 110 60130 Saint-Just-en-Chaussée. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DS SMITH PACKAGING NORD EST
- BP 110 60130 Saint-Just-en-Chaussée
- Code AIOT : 0005101540
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DS SMITH PACKAGING est spécialisée, sur son site de Saint-Just-en-Chaussée, dans la fabrication du carton ondulé multicouche. Le collage des couvertures et cannelures se fait avec de la colle fabriquée à partir d'amidon. Le carton est ensuite découpé et imprimé sur des machines multicolores. L'arrêté préfectoral du 10 janvier 2003 et les arrêtés préfectoraux complémentaires des 21 septembre 2011 et 19 mars 2021 réglementent les activités de la société DS SMITH PACKAGING. Un arrêté préfectoral complémentaire du 5 juillet 2013 régularise la situation administrative du site.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Réseau d'eau incendie	Arrêté Préfectoral du 10/01/2003, article III.8.2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Réserves d'eau incendie	Arrêté Préfectoral du 10/01/2003, article III.8.1	Avec suites, Mesures d'urgence, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 10/01/2003, article III.8.1	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société DS SMITH PACKAGING a réalisé les travaux nécessaires à la levée des non-conformités relevées lors de la précédente inspection.

Il est par conséquent proposé à la signature du Préfet un projet d'arrêté préfectoral abrogeant l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 4 avril 2024.

Il est par ailleurs demandé à l'exploitant de justifier de la puissance des pompes d'alimentation des RIA, poteaux incendie et système de sprinklage.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Réserves d'eau incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/01/2003, article III.8.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre l'incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 27/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mesures d'urgence, Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 04/05/2024

**Prescription contrôlée :**

Le matériel de lutte contre l'incendie couvre l'ensemble des installations. Les Moyens propres à chaque secteur sont dimensionnés selon la nature et l'importance du risque à défendre.

Les moyens de lutte et d'intervention contre l'incendie sont conformes aux normes en vigueur et comprennent au minimum pour le bâtiment principal :

[...]

- une installation d'extinction automatique dotée de 2 pompes associées à deux réserves de capacité totale 3000 m3. Les agents extincteurs sont adaptés aux installations et produits mis en œuvre et définis sous la responsabilité de l'exploitant.

[...]

**Constats :**

Lors de la précédente inspection, il avait été constaté que le site ne disposait pas d'une réserve d'eau incendie de 3000 m3. Les réserves de 1400 m3 et 1600 m3 étaient en cours de rénovation et étaient vides.

La société a été mise en demeure par arrêté du 4 avril 2024 de remettre en place les deux réserves d'incendie et de les faire réceptionner par le SDIS afin de retrouver une réserve d'eau incendie de 3000 m3 sous un délai de 30 jours.

Par courrier du 23 septembre 2024, la société a indiqué s'être conformée aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure et souhaiter une abrogation.

Lors de la présente visite, il a été constaté que les deux réserves de 1400 m3 et 1600 m3 étaient de nouveau en eau.

L'exploitant a présenté le procès verbal de réception du SDIS pour ces deux réserves daté du 18 novembre 2024.

**Au vu de ces éléments, il est proposé à la signature de Monsieur le Préfet un projet d'arrêté préfectoral d'abrogation de mise en demeure.**

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

## N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/01/2003, article III.8.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les moyens de lutte et d'intervention contre l'incendie sont conformes aux normes en vigueur et comprennent au minimum pour le bâtiment principal : <ul style="list-style-type: none"> <li>• [...]</li> <li>• quatre postes d'aspiration pour engins de lutte contre l'incendie, implantés sur les abords des réserves d'eau ;</li> </ul> [...]
<b>Constats :</b>  La rénovation des bassins a permis d'installer de nouvelles cannes d'aspiration.  Il a été contrôlé lors de cette inspection la présence de deux cannes d'aspiration par bassin.  Ces cannes ont été réceptionnées par le SDIS par procès verbal du 18 novembre 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Réseau d'eau incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/01/2003, article III.8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant dispose d'un réseau d'eau dédié à la lutte contre l'incendie. Il est maillé et sectionnable par tronçon.  Ce réseau ainsi que les réserves éventuelles d'eau du site sont capables de fournir le débit nécessaire pour alimenter simultanément les systèmes d'extinction automatique, les robinets d'incendie armés ainsi qu'un nombre suffisant de bouches ou poteaux d'incendie, à raison de 60 m <sup>3</sup> /h chacun.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué avoir mis à jour, suite aux demandes du SDIS, les calculs de débit nécessaires pour l'alimentation de quatre poteaux incendie en simultané et des RIA, ainsi que pour le sprinklage.  Une pompe plus puissante doit être installée pour la partie alimentation des poteaux incendie et

RIA avec un débit de 300 m3/h au lieu de 180 m3/h en janvier 2025.

Également, la société a indiqué avoir procédé à la commande d'une nouvelle pompe diesel pour la partie sprinklage en remplacement de l'ancienne qui est tombée en panne. Ce remplacement permettra d'augmenter le débit de la pompe de 800 m3/h à 900 m3/h et doit intervenir en décembre 2024 selon l'exploitant.

Il est à noter que cette pompe est secourue par une pompe électrique d'une puissance de 540 m3/h.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande de justificatif :** il est demandé à l'exploitant de transmettre sous quinze jours les éléments justificatifs des débits nécessaires pour l'alimentation des RIA et poteaux incendie, et du sprinklage.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours